

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale

16 mars 2012

Français

Original : anglais

---

**Cinquième Commission****Compte rendu analytique de la 18<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 15 novembre 2011, à 15 heures

*Président :* M. Tommo Monthe ..... (Cameroun)*Président du Comité consultatif pour les questions administratives**et budgétaires :* ..... M. Torres Lépori**Sommaire**

Point 152 de l'ordre du jour : Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-59373X (F)

**Merci de recycler**

*La séance est ouverte à 15 h 10*

**Point 152 de l'ordre du jour : Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (A/66/375 et A/66/545)**

1. **M. Ramanathan** (Administrateur chargé du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité), présentant la note du Secrétaire général sur les modalités de financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012 (A/66/375), rappelle que, par sa résolution 65/296, l'Assemblée générale a ouvert un crédit de 1 416 900 000 dollars destinés à financer le fonctionnement de la Mission. En attendant l'établissement des plans pour la tenue des élections, le budget approuvé a tenu compte seulement des dépenses afférentes aux effectifs de la Division de l'assistance électorale et des frais initiaux estimés de transport des fournitures et du matériel nécessaires pour les scrutins nationaux, soit 3 420 000 dollars.

2. Par sa résolution 1991 (2011), le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MONUSCO et décidé que la Mission prêterait son concours à l'organisation et la tenue d'élections nationales, provinciales et locales, sous forme d'un appui technique et logistique, à la demande des autorités congolaises.

3. Suite à la demande du Gouvernement de la République démocratique du Congo, des ressources supplémentaires d'un montant de 74 560 100 dollars seront nécessaires pour l'appui logistique aux deux élections prévues en novembre 2011 et mars 2012. En conséquence, le montant total des ressources requises pour la MONUSCO pour l'exercice 2011/12 est maintenant estimé à 1 491 500 000 dollars.

4. Les dépenses supplémentaires prévues concernent la création d'entrepôts (0,5 million de dollars), le déploiement d'aéronefs pour la distribution du matériel électoral et le transport des agents et des observateurs électoraux (62,6 millions de dollars), et le transport commercial et la distribution du matériel électoral (11,5 millions de dollars).

5. Les décisions devant être prises par l'Assemblée générale sont énoncées au paragraphe 12 de la note du Secrétaire général.

6. **M. Torres Lépori** (Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/545), indique que le surcroît de ressources demandé concerne surtout l'affrètement de 20 appareils, pour un coût total de 62 575 100 dollars, qui seront utilisés pour distribuer le matériel électoral à des pôles et sous-pôles électoraux répartis dans tout le pays, et le transport de quelque 3 300 fonctionnaires et observateurs électoraux. Notant que le Secrétaire général a fait passer de 20 à 31 le nombre d'aéronefs supplémentaires qui seront requis, le Comité consultatif souligne l'importance de la gestion efficace de ces aéronefs et de leur intégration effective dans la flotte existante de la Mission de la manière la plus efficiente possible. Le Comité consultatif ne doute pas que le Secrétaire général ne dépassera pas le crédit additionnel de 62 575 100 dollars prévu pour les opérations aériennes liées à la logistique électorale.

7. À ce stade de l'exécution de son budget et compte du fait qu'elle dispose actuellement de crédits importants, la MONUSCO devrait pouvoir absorber une partie des dépenses supplémentaires de logistique électorale. Le Comité consultatif recommande donc que l'Assemblée générale ouvre et mette en recouvrement le crédit total demandé et prie le Secrétaire général de mettre en recouvrement une première fraction de 37 280 000 millions de dollars et de mettre le solde en recouvrement selon les besoins, après examen de la situation de trésorerie de la Mission.

8. **M. Coffi** (Côte d'Ivoire), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, se félicite de la proposition du Secrétaire général, mais s'inquiète du fait qu'elle est présentée juste quelques jours avant les élections présidentielles et législatives, qui se tiendront en novembre 2011 en République démocratique du Congo. Il voudrait savoir comment la MONUSCO sera en mesure d'apporter son soutien à ces élections.

9. Le Groupe attache une grande importance au processus électoral en République démocratique du Congo, qui contribue à l'amélioration de la stabilité politique et à l'instauration d'une paix durable dans le pays et la région. La Mission doit fournir tout le soutien nécessaire pour les élections en conformité avec son mandat.

10. **M. Ramanathan** (Administrateur chargé du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité), répondant à la question soulevée par le représentant de la Côte d'Ivoire, signale que les préparatifs électoraux sont en cours en République démocratique du Congo et que le calendrier de la présente proposition n'empêchera pas la MONUSCO de s'acquitter de son mandat. De plus amples détails seront fournis à la Commission lors des consultations officielles.

**Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013**

(suite) (A/66/516 et A/66/7/Add.10)

11. **M. Sach** (Sous-Secrétaire général aux services centraux d'appui), présentant le rapport du Secrétaire général intitulé Prévisions de dépenses révisées concernant les chapitres 29D (Bureau des services centraux d'appui) et 30 (Bureau des technologies de l'information et des communications) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 : système de gestion de la résilience de l'Organisation (A/66/516), indique que les services du Secrétariat ont déjà mis en place un dispositif qui déclenche l'application de leurs différents plans de préparation en cas d'urgence, mais que le tremblement de terre en Haïti, les attentats à la bombe contre des locaux des Nations Unies et l'exercice de planification face à la pandémie de grippe ont mis en évidence l'interdépendance de chaque élément de la gestion des situations d'urgence et la nécessité d'une approche intégrée. L'équipe de haut niveau chargée des politiques de gestion des crises a donc approuvé un projet pilote dans lequel le système de gestion de la résilience sert de cadre de gestion des situations de crise pour le Secrétariat à New York.

12. Le projet pilote a été pris en charge par un groupe réunissant plusieurs départements et organismes sous la direction du Groupe de la gestion de la continuité des opérations. L'objectif était de définir les méthodes appropriées pour la mise en œuvre du système de gestion de la résilience de l'Organisation. La phase d'évaluation des risques et des incidences a permis de déterminer la nécessité du centre informatique auxiliaire pour faire face au risque de perturbation dans les fonctions essentielles exercées par les technologies de l'information. Le programme de travail requis pour maintenir le centre informatique a été inclus dans le rapport susmentionné pour illustrer une

application pratique du système de gestion la résilience organisationnelle. Un autre impératif mis en lumière par l'évaluation des incidences est l'aptitude à pouvoir joindre tous les fonctionnaires et à déterminer leur situation en cas de crise. Des ressources sont donc demandées pour l'expansion du système d'alerte et la mise à jour automatique de toutes les informations contenues dans les plans de préparation aux situations d'urgence.

13. Le plan de gestion de la résilience organisationnelle ne peut être mis en œuvre et maintenu sans un mécanisme spécialisé et permanent. Dans cette optique, il est proposé de convertir en postes permanents trois emplois temporaires au Groupe de la gestion de la continuité des opérations et deux postes temporaires au Département des opérations de maintien de la paix/Département de l'appui aux missions.

14. Le montant total des ressources demandées au titre du budget ordinaire pour la mise en œuvre des propositions en 2012-2013 est de 3 141 300 dollars, ce qui correspond au montant total estimé des dépenses liées à la reconduction du bail relatif au centre informatique auxiliaire pour une durée de 30 mois au-delà du 31 décembre 2011 et à l'acquisition de logiciels d'actualisation des plans de préparation aux situations d'urgence et à l'extension du système d'alerte.

15. Le rapport décrit la première phase de la mise en œuvre d'un cadre global de gestion des situations d'urgence au Secrétariat. Une deuxième étape suivra, selon les instructions données par l'Assemblée générale. L'objectif principal est d'établir un cadre intégré qui améliore continuellement la gestion des risques et, en conséquence, la préparation, la réactivité, la continuité et la reprise après sinistre. L'Assemblée est priée d'approuver le système de gestion de la résilience de l'Organisation comme dispositif de gestion des situations de crise du Secrétariat ainsi que les propositions budgétaires et la reconduction du bail.

16. **M. Torres Lépori** (Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.10), regrette que le rapport du Secrétaire général (A/66/516) ne réponde pas pleinement à la demande, formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/260, le priant de mettre en place un dispositif complet de

gestion des crises. Le système proposé ne peut pas être considéré comme complet parce que son champ d'application n'a pas encore été pleinement défini et que le montant total des ressources nécessaires à son fonctionnement n'est pas encore connu. Bien que le Comité consultatif reconnaisse qu'il est difficile de synthétiser une série d'initiatives distinctes, mises au point et en œuvre par des départements différents, en un tout cohérent, il estime que davantage d'efforts auraient dû être faits pour déterminer la forme et la taille définitive du système de gestion de la résilience de l'Organisation, même si certains des éléments ne sont pas encore prêts à être pleinement mis en œuvre.

17. En ce qui concerne le Groupe de préparation et de soutien en cas de crise, le Comité consultatif est persuadé de la nécessité d'une évaluation des besoins avant de demander des crédits supplémentaires, mais il pensait que cette évaluation aurait été achevée pour la session en cours. Afin que l'Assemblée puisse avoir dès que possible un tableau complet de la portée du dispositif de gestion de la résilience organisationnelle, il recommande de donner dans le rapport de suivi sur le dispositif de gestion des situations d'urgence, qui doit être présenté à l'Assemblée à sa soixante-septième session, des indications sur les résultats de l'évaluation effectuée pour le Groupe de préparation et de soutien en cas de crise et de soumettre les crédits demandés pour examen dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

18. S'agissant de l'application au niveau de l'ensemble du système du dispositif de gestion de la résilience organisationnelle, le Comité consultatif prend note des efforts accomplis jusqu'à présent en vue de mettre en place des mécanismes de coopération interorganismes pour la gestion de la continuité des opérations et la préparation aux situations d'urgence, mais regrette que le Secrétaire général n'ait pas examiné de manière plus approfondie cette question dans son rapport. Le rapport de suivi devra présenter un tableau complet des mesures qui ont été prises ou qu'il est envisagé de prendre en vue d'étendre la portée du dispositif aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies, y compris leurs incidences financières et administratives.

19. Le Comité consultatif recommande l'approbation des ressources demandées d'un montant de 3 140 000 dollars pour le centre informatique auxiliaire de Piscataway (New Jersey) et l'achat des logiciels de tenue à jour des plans de préparation aux situations

d'urgence et du dispositif de dénombrement du personnel; ces montants devant pouvoir être imputés sur le fonds de réserve.

20. Le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la conversion en postes permanents des trois emplois temporaires du Groupe de la gestion de la continuité des opérations, car il estime qu'il serait prématuré d'établir un effectif spécialisé avant de connaître la pleine portée du système de gestion de la résilience organisationnelle, y compris les besoins en ressources. Il recommande également que le Secrétaire général renouvelle sa proposition de conversion en postes permanents de deux emplois temporaires du Bureau du Chef du personnel du Département des opérations de maintien de la paix/Département de l'appui aux missions dans le cadre du projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2012/13, puisque les emplois en question émarginent actuellement à ce compte.

21. Les recommandations du Comité concernant les décisions à prendre par l'Assemblée générale sont énoncées au paragraphe 32 de son rapport (A/66/7/Add.10).

*La séance est levée à 15 h 45*